

CIRCONCISION

Les dessous d'un marché discret

Depuis 2006, seul un chirurgien peut pratiquer une circoncision en Algérie. Cinq ans plus tard, les professionnels de la santé se partagent un marché captif. Pédiatres et chirurgiens s'allient pour mieux «capter» la manne. Si «les barbiers» d'autrefois ont bien disparu, il est aussi vrai qu'un marché de substitution s'y est développé. Enquête : dessous d'un marché qui ne dit pas son nom...

Par Meriem Ouyahia

Depuis le drame de la circoncision collective d'El-Khroub, cet acte chirurgical ne peut plus être pratiqué que par un chirurgien dans une structure sanitaire publique ou privée réunissant toutes les conditions de sécurité. Il est soumis à l'instruction ministérielle numéro 6 du 5 juin 2006 relative à la prise en charge des circoncisions. Une instruction bienvenue qui visait, au départ, à apaiser de la colère collective conséquemment au ratage d'El-Khroub, mais aussi pour mettre de l'ordre dans cette activité.

Cette réglementation a, de ce fait, changé les habitudes des familles algériennes en provoquant une prise de conscience de l'importance de ce geste chirurgical. Autrement vue, la circoncision n'est plus considérée comme un acte banal. «Nous voyons affluer des personnes de condition moyenne ou défavorisée qui ont conscience de la nécessité d'accomplir cet acte en milieu hospitalier», a relevé un infirmier du CHU Mustapha-Pacha. Le barbier et le grand oncle professionnel en la matière n'ont plus le droit d'être cités. Les parents munis du bilan préopératoire de leur enfant ne veulent prendre aucun risque. Ils mesurent l'importance de l'utilisation de l'anesthésie locale.

«Avec une anesthésie, l'enfant ne se débat pas. Il est donc plus facile de procéder à l'opération et d'éviter des accidents malheureux. En plus de faciliter le travail du chi-



Photo : D.R.

urgien, l'anesthésie présente bien d'autres vertus», explique un chirurgien. Et d'ajouter : «Les parents veulent circoncire leur fils de plus en plus tôt, ils ne veulent pas que l'enfant soient traumatisé et ait des séquelles psychologiques à long terme.»

Outre l'impact positif de cette nouvelle réglementation sur les mœurs, un autre phénomène a, néanmoins, tendance à se répandre de plus en plus. L'explosion des prix pratiqués pour cette petite chirurgie. Au fait, des pratiques peu professionnelles sont employées par les pédiatres pour inciter les parents à circoncire leurs fils le plus rapidement possible. Et de ce fait, ils sont orientés vers leur cabinet ou vers des cliniques privées. Ils jouent en quelque sorte le rôle de «rabatteur».

4 000 à 15 000 DA

Entre la gratuité de l'hôpital public et les 15 000 DA d'une clinique privée, il n'y a qu'un pas. Les parents, qui pensent que leur fils est en danger, n'hésitent pas à mettre le prix. Dépenser la somme nécessaire pour épargner d'éventuelles complications, voilà la corde sensible et l'argument de vente privilégiés. «Notre pédiatre n'a cessé de nous

répéter que notre fils souffrait d'une infection urinaire et qu'il fallait le circoncire le plus rapidement possible.

Il nous a tellement stressés que nous nous sommes dirigés vers la clinique qu'il nous a recommandée.

Passé le moment de l'angoisse, nous nous sommes rendus à l'évidence que notre fils n'avait rien du tout. Pis, le même motif était invoqué pour d'autres parents», raconte une jeune maman.

Une peur bleue dont cette maman ne se remet pas encore. Un chirurgien, sous le couvert de l'anonymat, soutient : «Des pédiatres incitent les parents à circoncire leurs fils le plus rapidement possible pour cause d'infection urinaire alors que c'est faux. Ainsi, les parents sont pressés et n'attendent pas le rendez-vous fixé par l'hôpital et sont orientés directement chez un chirurgien ou une clinique privés.» L'angoisse et le stress des parents prenant le dessus, les prix affichés pour cette petite chirurgie explosent. Ils n'obéissent à aucune réglementation si ce n'est celle du prestige.

«Mon fils a été circoncis dans une clinique privée pour la sécurité, le confort et le prestige que cela représente. Plusieurs membres de ma famille y ont circoncis leurs enfants, je ne pouvais faire autrement. Je me

devais de suivre la tendance sinon cela aurait fait Picsou», relève Meriem, maman d'un petit garçon de 8 mois.

En deux mots : cela fait chic et classe ! «A 4 000 DA, notre fils a été circoncis dans le cabinet de son pédiatre.

Ce dernier a amené le chirurgien qui en a fait passer plusieurs à la chaîne.»

Des conditions déplorables

La circoncision c'est aussi une forme nouvelle de sous-traitance et une sous-location en dehors de tout cadre.

Si les conditions d'hygiène et de salubrité des lieux sont correctes, on est, cependant, loin de la promesse de 2006 de ne plus acter sans bloc chirurgical. Car de bloc chirurgical, il n'en est rien dans les cabinets médicaux. Ceux que nous avons eu le loisir de visiter sont au maximum équipés d'un lit médical. Même l'éclairage n'est pas aux normes et point d'infirmiers pour assister le chirurgien de circonstance. Au cabinet où nous assistions à une de ces séances de circoncision collective, c'est le père et l'oncle qui immobilisaient le garçon dans un

espace exigu d'à peine 2 à 3 mètres carrés.

Le chirurgien profite même de l'occasion pour faire étalage de ses compétences ! Il n'hésite pas à faire un cours d'anatomie face à un bébé apeuré par l'étrange spectacle de ciseaux et de bistouri. Une autopromo pour se faire recommander à l'avenir.

Et pas question de déranger le propriétaire du cabinet. Pendant ce temps, «Monsieur le docteur» poursuit ses consultations.

Le comble, c'est qu'il s'agit du cabinet d'un pédiatre.

Pendant la demi-heure qu'aura duré l'intervention, il en a fait entré une bonne demi-douzaine d'enfants entre ceux en âge de scolarité et des bébés. Les parents accompagnateurs n'y trouvaient rien à redire devant le spectacle d'un enfant immobilisé par deux hommes et criant à tue-tête.

Dans un sens de l'humour dont seul le pédiatre détient l'originalité, il demande à un parent venu soigner la grippe de son fils s'il était prêt à refaire l'acte qu'il avait effectué une année auparavant dans ce même cabinet. Et immédiatement, la maman du petit qui sursaute.

Visiblement, elle aussi en garde un bout de souvenir de ses émotions.

Pendant ce temps, le ballet d'enfants médusés par le spectacle continu sans que l'un ou l'autre des «professionnels» de la santé aient jugé utile tout au moins de mettre un rideau de séparation.

Exit la cérémonie de circoncision

Bien d'autres traditions ont changé et évolué. La grande fête de la circoncision est de plus en plus banale.

«La veille de la circoncision, nous avons réuni nos deux familles et avons organisé une petite cérémonie de henné pour la symbolique. L'approche des parents est différente aujourd'hui. Elle est plus moderne», explique Nawel, maman d'Aghilès.

Et plutôt que de dépenser leur argent dans une fête, des familles choisissent de faire un bon suivi médical et éviter tout accident.

M. O.

Publicité




5^e salon de la Pièce de Rechange, des Equipements, des Services & Maintenance Pour les Automobiles et Véhicules Industriels

Du 18 au 21 Avril 2011

Palais des Expositions des Pins Maritimes
Hall U / 10h - 18h

Invitation gratuite disponible sur : www.equipauto-algeria.net / Tél.: 021 36 68 11



المعهد العالي للتسيير والتخطيط
Institut Supérieur de Gestion et de Planification

L'I.S.G.P organise, au courant du **second trimestre 2011**, une série de séminaires de mise à niveau et de perfectionnement traitant des problématiques liées aux différentes fonctions du Management.

Ces séminaires d'une durée de deux (02) à cinq (05) jours sont destinés :

- aux professionnels exerçant dans les différents domaines des secteurs public ou privé,
- aux particuliers désirant approfondir leurs connaissances dans les domaines ciblés.

SÉMINAIRES

Le contenu, le coût de chaque séminaire ainsi que la fiche d'inscription sont disponibles sur le site : www.isgp.dz ou www.isgp-dz.com. La fiche d'inscription doit être renseignée et adressée :

- ✓ sur l'adresse électronique : seminaires@isgp.dz,
- ✓ ou par fax au 021.203.347 ou au 021.201.443

Toute information complémentaire peut être demandée par courrier sur l'adresse électronique précitée (seminaires@isgp.dz).